

**"STALINE, TRUMAN,
BAS LES PATTES DEVANT LA CORÉE"**

Saumyendranath Tagore

**Publié par Tarapada Gupta
Ganavani Publishing House
111 Harrison Road, Calcutta
Printed at Udayan Press
12, Syad Amir Ali Avenue, Calcutta**

[traduction MIA]

AVANT-PROPOS

Au cours de la dernière semaine de juin 1950, le gouvernement de la Corée du Nord, dirigé par les staliniens coréens et entièrement contrôlé par Staline, a lancé une guerre d'agression contre la Corée du Sud.

Immédiatement, les partis et groupes de toutes les nuances du stalinisme, des larbins staliniens du C.P.I. jusqu'à l'aile stalinienne camouflée du Forward Bloc, qui suit consciencieusement les staliniens indiens tout en ayant le culot de se dire marxiste, ont poussé des cris d'orfraie pour justifier l'agression stalinienne contre la Corée du Sud.

Ces "gauchistes" ont salué l'agression stalinienne contre la Corée du Sud comme l'exemple d'un glorieux effort du peuple coréen pour l'unification de la Corée. Mais ces mêmes messieurs se sont opposés frénétiquement à toutes les initiatives en faveur de l'unification de l'Inde, divisée artificiellement et contre tout bon sens en deux zones - l'Inde et le Pakistan - par un impérialisme britannique roué.

De tous les partis et groupes de gauche, seul le "Revolutionary Communist Party" de l'Inde a, au tout début de la guerre en Corée, en juin 1950, lancé le cri de guerre des masses révolutionnaires du monde entier : "**Staline, Truman, bas les pattes devant la Corée**".

Les larbins staliniens, ouverts ou camouflés, ont attaqué le R.C.P.I. avec la véhémence hystérique qui caractérise invariablement les corrompus, les irrationnels et les opportunistes. Au début, ils ont camouflé l'agression stalinienne sous le nom de lutte pour l'unification de la Corée et, plus tard, ils ont couvert cette même agression avec les lambeaux de la Conférence de la Paix (sic).

Ils ont facilement pu embobiner l'intelligentsia de niveau moyen, crédule, qui a développé un complexe de persécution et adore être dupée.

Dans cette brochure, nous mettons à nu cette sinistre association de malfaiteurs, le stalinisme, allié avec l'impérialisme anglo-américain pour imposer à la Corée une tutelle de quatre nations et sa division en deux zones artificielles. En 1943, Molotov avait déclaré à Beneš, le président de la Tchécoslovaquie, que "l'Allemagne doit être divisée, mais pour l'instant, nous devons... ne pas révéler notre intention car nous ne ferions qu'aider Hitler". Litvinov avait dit la même chose à Harry Hopkins en mars 1943. Lors de la conférence de Yalta, Staline a exigé le démembrement de l'Allemagne et a forcé Roosevelt et Churchill à l'accepter.

La politique étrangère de Staline depuis la Seconde Guerre mondiale s'est orientée vers une politique de division de certains pays en zones, tout cela au profit de la bureaucratie stalinienne au pouvoir en Russie soviétique.

Pour le peuple d'un pays luttant pour le socialisme et la démocratie, l'expansionnisme stalinien est une menace aussi grande que l'expansionnisme impérialiste des États-Unis et de la Grande-Bretagne.

L'ARRIÈRE-PLAN.

Le traité de Portsmouth (1905), qui mit fin à la guerre russo-japonaise, permit au Japon d'avoir les coudées franches en Corée.

En 1905, le Japon prit le contrôle de la politique étrangère coréenne et installa un résident général du Japon à Séoul. En 1907, le Japon força l'empereur de Corée à abdiquer en faveur de son fils à moitié idiot et, en 1910, il prit le contrôle total de la Corée. La Corée devint alors une colonie du Japon. La Corée fut systématiquement et impitoyablement exploitée par l'impérialisme japonais. Le riz, le poisson, l'or, les produits minéraux, tout fut drainé hors de la Corée au profit du Japon et les marchandises japonaises ont été déversées sur la Corée.

Telle était la position de la Corée dans le monde lorsque la deuxième guerre mondiale éclata en 1939.

Le 7 décembre 1941, l'aviation japonaise a attaqué et a détruit la marine américaine stationnée à Pearl Harbour. Le Japon a ainsi déclaré la guerre aux États-Unis et à la Grande-Bretagne.

Les six premiers mois ont été des mois grandement victorieux pour le Japon. Les forces japonaises se sont emparé de Hongkong, de Singapour, des Philippines, de la Malaisie, des Indes orientales néerlandaises et de la Birmanie et menacent l'Inde.

Les forces nazies commandées par Rommel portèrent en même temps des coups durs aux forces britanniques en Égypte et se sont trouvées presque aux portes d'Alexandrie. Le corps principal de l'armée nazie avait entre-temps envahi le Caucase, s'était emparé de Stalingrad et avait atteint la Volga.

Le vent de la guerre a tourné en faveur des Alliés à partir du milieu de l'année 1942. Une partie considérable de la marine japonaise a été détruite le 3 juin 1942. En octobre 1942, les forces britanniques ont vaincu et repoussé l'armée de Rommel en Égypte et l'ont finalement chassée d'Afrique du Nord en mai 1943. En novembre 1942, de nouvelles forces soviétiques sont venues au secours des héroïques défenseurs de Stalingrad et ont finalement forcé les nazis à se rendre le 3 février 1943.

Alors que le cours de la guerre leur était devenu favorable, Roosevelt, Churchill et Tchang-Kai-Chek se sont réunis au Caire du 22 au 25 novembre 1943. La déclaration commune des trois puissances réunies à la conférence du Caire stipulait notamment que "le Japon sera également expulsé de tous les autres territoires dont il s'est emparé par une violence cupide. Les trois grandes puissances susmentionnées, conscientes de l'asservissement du peuple coréen, sont déterminées à ce que la Corée devienne libre et indépendante en temps voulu".

- Ici, les mots dangereusement vagues "en temps voulu" doivent être soigneusement notés.

Les chefs des gouvernements de l'URSS, du Royaume-Uni et des États-Unis se réunirent en conférence à Yalta, en Crimée, du 4 au 11 février 1943. Lors de

cette conférence, la question de la tutelle des "territoires détachés de l'ennemi par suite de la présente guerre" (Protocole des actes de la conférence de Crimée) fut discutée et une tutelle multi-pouvoirs sur ces territoires fut décidée. La Russie soviétique, qui à l'époque n'était pas en guerre avec le Japon, accepta secrètement d'entrer dans la guerre contre le Japon aux côtés des Alliés "sous certaines conditions et dans les deux ou trois mois après la capitulation de l'Allemagne et la fin de la guerre en Europe". Elle donna son accord à la proposition d'une tutelle multi-puissances sur la Corée. Plus tard, la Russie soviétique accepta la proposition d'une tutelle quadripartite (chinoise, américaine, russe et britannique) sur la Corée pour une courte période, jusqu'à ce que la Corée ait pris un bon départ sur la voie de l'indépendance et de la démocratie. La conférence de Postdam des trois chefs de gouvernement – USA, Royaume-Uni et URSS – tenue du 17 juillet au 2 août 1945, examina de nouveau, pour l'approuver, la proposition de tutelle territoriale. Tous ces accords, en ce qui concerne le gouvernement soviétique, furent secrets, pour les raisons déjà mentionnées.

Ainsi, bien avant que la Russie soviétique ne déclare effectivement la guerre au Japon (8 août 1945), elle soutint la déclaration du Caire sur l'indépendance de la Corée "en temps voulu".

Immédiatement après la déclaration de guerre au Japon, la Première armée soviétique de l'Est, stationnée dans des bases près de Vladivostok, marcha sur la Corée au cours de la deuxième semaine d'août 1945. Le Japon se rendit le 14. Le 8 septembre 1945, les forces américaines débarquèrent dans le port d'Inchon. L'occupation militaire de la Corée a ainsi divisé la Corée en deux zones. Byrnes, secrétaire d'État aux États-Unis, avait bien résumé la situation en déclarant que "pour les besoins des opérations militaires, l'occupation de la Corée était divisée au nord et au sud de la latitude 38 en zones soviétique et américaine". Il avait été convenu entre les gouvernements de l'URSS et des États-Unis que l'armée soviétique accepterait la reddition des troupes japonaises au nord du 38e parallèle et que les États-Unis feraient de même au sud du 38e parallèle.

La division en zones de la Corée était donc une solution de fortune purement temporaire, artificielle et militaire, convenue entre les deux gouvernements dans le but précis de mener à bien la capitulation du Japon.

Une Conférence des ministres des Affaires étrangères du Royaume-Uni, des États-Unis et de l'URSS se réunit à Moscou du 16 au 26 décembre 1945. Au cours de cette conférence, la décision suivante concernant la Corée fut adoptée :

1. En vue du rétablissement de la Corée comme État indépendant, la création de conditions de développement du pays sur la base de principes démocratiques et la liquidation dans les plus brefs délais des résultats désastreux de la domination japonaise prolongée en Corée, il sera créé un gouvernement démocratique coréen provisoire qui prendra toutes les mesures nécessaires pour le développement de l'industrie, des transports et de l'agriculture de la Corée et de la culture nationale du peuple coréen.

2. En préparant ses propositions, la Commission consultera les partis démocratiques coréens et les organisations sociales. Les recommandations élaborées par la Commission seront soumises à l'examen des gouvernements de l'URSS, de la Chine, du Royaume-Uni et des États-Unis avant qu'une décision finale ne soit prise par les deux gouvernements représentés à la Commission mixte.

3. La Commission mixte aura pour tâche, avec la participation du gouvernement démocratique provisoire de Corée et des organisations démocratiques coréennes, d'élaborer des mesures visant également à aider et à assurer le progrès politique, économique et social du peuple coréen, le développement de l'autonomie démocratique et l'établissement de l'indépendance nationale de la Corée. Les propositions de la Commission mixte seront soumises, après consultation du gouvernement provisoire de la Corée, à l'examen conjoint des gouvernements du Royaume-Uni, des États-Unis et de l'Union des socialistes soviétiques, de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et de la Chine en vue de l'élaboration d'un accord concernant une tutelle quadripartite pour une période d'un maximum de cinq ans.

4. En ce qui concerne la Corée du Sud et la Corée du Nord et l'établissement d'une coordination permanente entre le commandement américain en Corée du Sud et le commandement soviétique en Corée du Nord une conférence entre les représentants des commandements des États-Unis et Soviétique doit être convoquée dans un délai de deux semaines".

Il ressort clairement de cette décision sur la Corée ci-dessus, prise lors de la conférence à Moscou entre les États-Unis, le Royaume-Uni et l'URSS, que la Russie soviétique accepta non seulement la division zonale de la Corée, décrétée à des fins purement militaires lors de la capitulation du Japon, mais accepta aussi la perpétuation de cette division temporaire artificielle, si préjudiciable aux intérêts politiques et économiques de la Corée, jusqu'à ce qu'un gouvernement démocratique provisoire soit mis en place en Corée. Le gouvernement soviétique fut également partie prenante de l'accord visant à imposer une tutelle quadripartite sur la Corée pour une période de cinq ans.

En janvier et février 1946, une conférence préliminaire se tint entre les représentants des armées soviétique et américaine en vue d'une coordination économique et administrative entre les deux zones, mais elle n'aboutit pas à un accord. En mars 1946, s'ouvrit une session de la commission mixte, mais elle n'aboutit pas non plus à un accord et fut ajournée sine die le 8 mai 1946.

Les représentants des deux armées d'occupation s'accusèrent mutuellement d'avoir perturbé la session.

Les Américains se plaignirent que les Russes voulaient exclure les représentants de tous les partis qui s'étaient opposés à la tutelle du

gouvernement coréen provisoire proposé et les Russes répliquèrent que les Américains empêchaient les représentants d'un certain nombre d'organisations démocratiques importantes de Corée du Sud de participer à la formation du gouvernement provisoire de la Corée du Sud qui avait été proposé. La deuxième session de la commission mixte à Séoul commença le 2 mai 1947, mais après une session prolongée, la situation resta bloquée.

Cette commission fut créée à propos de la question de quels partis de Corée du Sud devaient être consultés pour la formation du gouvernement provisoire coréen. Sur près de 425 groupes en Corée du Sud, les représentants de l'armée russe d'occupation ne voulaient consulter que 118 groupes. A la mi-juillet 1947, l'impasse était totale. Des propositions et des contre-propositions furent présentées et rejetées par les deux parties. Le 26 août 1947, le gouvernement des États-Unis proposa au gouvernement soviétique d'organiser le 8 septembre 1947, à Washington, une conférence réunissant les quatre puissances appelées à former la tutelle multilatérale sur la Corée. La proposition des États-Unis suggérait également la tenue d'élections en Corée sous la supervision de l'ONU. Au nom du gouvernement soviétique, Molotov rejeta les propositions du gouvernement des États-Unis.

Derrière toutes ces propositions et contre-propositions, le dessein des deux superpuissances de l'après-guerre - la Russie soviétique et les États-Unis - de maintenir la Corée dans leur sphère d'influence respective était plus qu'évident. La division par zones, établie temporairement et pour des objectifs purement militaires, était devenue une division permanente en raison du jeu d'affrontement politique entre ces deux superpuissances.

Dans la zone U.S., un gouvernement militaire américain fut mis en place par l'armée d'occupation. La République populaire proclamée au moment de la capitulation du Japon fut balayée en raison de ses tendances de gauche et le gouvernement provisoire coréen organisé par les éléments réactionnaires de droite dirigés par le Dr Syngman Rey, ce larbin de l'impérialisme yankee, fut encouragé à se réorganiser en tant que parti politique.

Dans la zone soviétique, des "comités populaires" furent créés sous commandement russe... et un comité provisoire pour la Corée du Nord fut mis en place dans la zone de l'Union européenne.

Un « Nouveau Parti du Peuple » fut formé par la fusion d'un certain nombre de partis politiques et un cabinet composé uniquement de Coréens fut proclamé avec Kin Il sung, stalinien bien connu, à sa tête. Là, les masses, motivées par la réforme agraire, ont soutenu un régime de terreur bureaucratique dirigé par les staliniens locaux qui n'étaient que des valets de Staline.

Les deux régimes ainsi mis en place étaient avant tout des instruments destinés à servir les intérêts des deux superpuissances, à cette différence près que, tandis que les agents de l'impérialisme américain faisaient preuve d'une étonnante naïveté et d'une stupidité bornée dans leurs rapports avec le peuple coréen, les staliniens, dotés d'un sens beaucoup plus développé de la manœuvre politique, appuyaient leur régime totalitaire sur les masses coréennes en les amadouant par des concessions économiques.

Après l'échec complet de la commission mixte, le 38e parallèle est devenu la frontière entre les deux États belligérants. La Russie soviétique rejeta la demande du gouvernement américain d'établir un consulat à Pyongyang, capitale du gouvernement nord-coréen, et le gouvernement militaire américain força, à son tour, le personnel consulaire russe à quitter Séoul.

Tous les efforts pour parvenir à un accord ayant échoué, le gouvernement des États-Unis informa le gouvernement soviétique que le cas de la Corée serait soumis à l'Assemblée générale des Nations Unies. Le 17 octobre 1947, la question coréenne fut portée devant l'Assemblée générale et le 5 novembre 1947, le Comité de sécurité politique des Nations Unies accepta par 48 voix contre zéro la création d'une Commission temporaire sur la Corée des Nations Unies pour accélérer l'unification de la Corée et l'établissement de son indépendance.

Le 14 novembre 1947, le Conseil général de l'ONU adopta la résolution relative à la création d'une commission temporaire des Nations unies sur la Corée par 43 voix contre zéro.

Le gouvernement soviétique s'opposa à la proposition américaine de confier le règlement du conflit coréen à l'O.N.U. et boycotta le vote de la résolution.

La résolution adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU le 14 novembre 1947 se lit comme suit :

"Dans la mesure où la question coréenne dont l'Assemblée générale est saisie concerne au premier chef le peuple coréen lui-même et a trait à sa liberté et à son indépendance et,

"Reconnaissant que cette question ne peut être résolue correctement et équitablement sans la participation des représentants de la population autochtone,

"L'Assemblée générale.

"1. Décide que les représentants élus du peuple coréen seront invités à prendre part à l'examen de la question ;

"2. Décide en outre qu'afin de faciliter et d'accélérer cette participation et de veiller à ce que les représentants coréens soient en fait dûment élus par le peuple coréen et non pas simplement nommés par les autorités militaires en Corée, une commission temporaire des Nations unies sur la Corée sera immédiatement créée, qui sera présente en Corée et aura le droit de voyager, d'observer et de se concerter dans toute la Corée.

"L'Assemblée générale,

"Reconnaissant urgentes et fondées en droit les revendications d'indépendance du peuple de Corée ;

"Estimant que l'indépendance nationale de la Corée doit être rétablie et que toutes les forces d'occupation doivent être retirées le plus tôt possible ;

"Rappelant sa conclusion antérieure selon laquelle la liberté et l'indépendance du peuple coréen ne peuvent être reçues correctement ou équitablement sans la participation de représentants du peuple coréen, et sa décision de créer une commission temporaire des Nations Unies sur la Corée (ci-après dénommée "la commission") dans le but de faciliter et d'accélérer cette participation par des représentants élus du peuple coréen.

"1. Décide que la Commission sera composée de représentants de l'Australie, du Canada, de la Chine, du Salvador, de la France, de l'Inde, des Philippines, de la Syrie et de la République socialiste soviétique d'Ukraine.

"2. Recommande que les élections aient lieu au plus tard le 31 mars 1948, au suffrage des adultes et au scrutin secret, pour désigner des représentants, avec lesquels la Commission pourra se concerter en vue d'assurer rapidement la liberté et l'indépendance du peuple coréen et qui, constituant une Assemblée nationale, pourront établir un gouvernement national de la Corée. Le nombre de représentants de chaque région ou zone de vote doit être proportionnel à la population et les élections doivent se dérouler sous l'observation de la Commission.

"3. Elle recommande en outre que, dès que possible après les élections, l'Assemblée nationale se réunisse, forme un gouvernement national et informe la Commission de sa formation.

"4. Recommande en outre que, dès la mise en place d'un gouvernement national, celui-ci, en consultation avec la Commission,

(a) constitue ses propres forces de sécurité nationales et dissolve toutes les formations militaires ou semi-militaires qui n'en feront pas partie.

(b) assume les fonctions de gouvernement du commandement militaire et des autorités civiles de la Corée du Nord et de la Corée du Sud, et

(c) prenne des dispositions avec les puissances occupantes pour que leurs forces armées se retirent complètement de la Corée dès que possible et, si possible, dans un délai de quatre-vingt-dix jours ;

"5. Décide que la Commission facilitera et accélérera l'exécution du programme susmentionné en vue de la réalisation de l'indépendance nationale de la Corée et du retrait des forces d'occupation, en tenant compte de ses observations et de ses consultations en Corée. La Commission fera rapport, avec ses conclusions, à l'Assemblée générale et pourra consulter le Comité intérimaire (s'il en est créé un) en ce qui concerne l'application de la présente résolution à la lumière des faits nouveaux ;

"6. Invite les États membres concernés à accorder à la Commission toute l'aide et la facilité possibles dans l'exercice de ses responsabilités ;

"7. Demande à tous les membres des Nations Unies de s'abstenir de toute ingérence dans les affaires du peuple coréen pendant la période intérimaire préparatoire à l'établissement de l'indépendance coréenne, acceptée en application des décisions de l'Assemblée générale ; et par la suite, de s'abstenir complètement de tout acte contraire à l'indépendance et à la souveraineté de la Corée".

Comme nous l'avons vu, la Russie soviétique boycotta les sessions du 14 novembre du Conseil général de l'O.N.U. en déclarant que la question coréenne ne devait pas être soumise aux Nations unies et que la Russie soviétique n'accepterait pas les résolutions de l'O.N.U. sur la Corée. Comme prévu, la République socialiste soviétique d'Ukraine refusa de participer à la commission temporaire. La commission temporaire de l'ONU se réunit à Séoul le 29 janvier 1948. Le Dr K. P. S. Menon, président de cette commission, informa les commandants des deux armées d'occupation de son intention de leur rendre visite. M. Gromyko, en réponse, demanda à la Commission de se souvenir de "l'attitude négative adoptée par le gouvernement soviétique" à l'égard de la Commission et, par la suite, toutes les tentatives de la Commission de se rendre en Corée du Nord avortèrent.

Menon fit part au siège de l'ONU de son incapacité à se rendre en Corée du Nord ou à rencontrer ses dirigeants, et il fut décidé que des élections auront lieu "dans les parties de la Corée qui lui sont accessibles, au plus tard le 10 mai 1948".

Les élections eurent eu lieu en temps voulu et le 30 juin 1948, lors de la réunion de l'Assemblée nationale coréenne formée à la suite des élections, M. M.A.P. Valle, alors président de la Commission, informa l'Assemblée que le résultat du scrutin du 10 mai 1948 était l'expression valable de la libre volonté des électeurs dans les parties de la Corée accessibles à la Commission.

Le 7 décembre 1948, l'Assemblée générale des Nations unies adopta une résolution déclarant qu'un "gouvernement légal ayant son siège à Séoul a été établi dans la région de la Corée située au sud du 38^e parallèle et occupée par les forces américaines, et qu'il est le seul gouvernement de ce type en Corée".

La résolution prévoyait en outre la création d'une "Commission sur la Corée" qui exercerait ses bons offices en vue de l'unification de la Corée et observera et vérifiera le retrait des armées d'occupation. Elle était "autorisée à voyager et à se concerter dans toute la Corée".

Comme dans le cas précédent, le gouvernement soviétique s'opposa à la résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies.

La division artificielle de la Corée, à des fins militaires, en deux zones fut alors cristallisée en deux zones séparées, avec deux gouvernements distincts. Dans la zone sud, la République de Corée, parrainée par l'impérialisme américain, fut établi et, conformément à la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU, elle était le seul gouvernement légal en Corée. Dans la zone nord, la République populaire démocratique, parrainée et contrôlée par la Russie soviétique, vit le jour.

La rivalité entre les deux superpuissances, l'URSS et les États-Unis, avait artificiellement divisé la Corée en deux zones, morcelé l'économie nationale de la Corée en zones économiques rivales et fait obstacle à l'unification de la Corée.

Par cette polarisation politique et économique superposée, la Corée reflétait à sa manière la tension et la rivalité croissantes entre l'URSS et les États-Unis.

Après la mise en place de deux "gouvernements" distincts dans les deux zones, la question du retrait des forces d'occupation des États-Unis revint sur le devant de la scène. Le retrait complet des troupes russes de Corée du Nord fut annoncé par le gouvernement soviétique le 30 décembre 1948. Le 29 juin 1949, le gouvernement des États-Unis annonçait également le retrait complet des troupes américaines de Corée du Sud.

LA GUERRE EN COREE

Au cours de la dernière semaine de juin 1950, les troupes de la République populaire démocratique de Corée du Nord ont envahi les territoires de la République de Corée. Le Conseil de sécurité de l'ONU a été convoqué en toute hâte. Il a exigé un cessez-le-feu immédiat et le retrait des troupes du gouvernement de Corée du Nord. La demande de l'ONU ayant été ignorée par le gouvernement nord-coréen, le Conseil de sécurité de l'ONU, à une écrasante majorité, a considéré le gouvernement nord-coréen comme étant l'agresseur et l'ONU a engagé la guerre pour soutenir le gouvernement de la Corée du Sud cet l'agresseur. Les détails des hauts et des bas de la guerre sont connus de tous et, pour les besoins de la présente brochure, elles ne sont pas d'une importance primordiale. Il s'agit ici de déterminer les causes politiques qui ont conduit à la guerre de Corée. Pour l'essentiel, la rivalité d'après-guerre entre les puissances s'est réduite à la rivalité entre le régime totalitaire stalinien de Russie et l'impérialisme yankee. Les autres puissances ne comptent guère ; l'Angleterre est réduite à un vassal de l'impérialisme yankee ; la Chine est qualifiée de grande puissance par courtoisie, la France est prostrée et l'Allemagne est victime de la partition d'après-guerre entre les puissances.

Nous avons vu précédemment comment la Corée a été divisée en zones à des fins purement militaires, comment la rivalité mondiale entre le gouvernement de la Russie soviétique et le gouvernement des États-Unis a conduit pas à pas à la perpétuation de cette division artificielle de la Corée en zones, et comment le refus du gouvernement soviétique d'une élection en Corée sous la supervision de l'O.N.U. a conduit à la formation de deux gouvernements séparés dans les deux zones

LES CAUSES POLITIQUES

La collaboration entre la Russie stalinienne et les puissances impérialistes pendant la guerre a brusquement pris fin avec la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ces compagnons de route ont à nouveau montré leur vrai visage de compagnons-flibustiers. L'expansion stalinienne en Europe a été féroce combattue par l'impérialisme yankee qui avait assumé le rôle de parrain de la

bourgeoisie coréenne et était venu soutenir le moral de la bourgeoisie européenne qui n'était pas au beau fixe.

La guerre froide s'est déroulée avec une fureur croissante entre le gouvernement soviétique, d'une part, et les gouvernements "démocratiques" d'Europe, aidés par l'impérialisme yankee, d'autre part. Grâce à la trahison de la Russie stalinienne qui poursuivait une politique national-socialiste (socialisme dans un seul pays) et de collaboration de classe à l'égard du mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière en Europe, cette dernière n'avait pas réussi à tirer parti de la prostration quasi totale de la bourgeoisie européenne dans la période d'après-guerre et à mettre en place des gouvernements de travailleurs dans les différents pays d'Europe. De peur que l'impact de la révolution prolétarienne en Europe occidentale n'ébranle les fondements mêmes du régime bureaucratique stalinien en Russie, Staline a créé des gouvernements de collaboration de classe de type "Nouvelle Démocratie" (la dernière nomenclature stalinienne pour la collaboration de classe) dans les pays d'Europe centrale et a imposé des régimes bureaucratiques de staliniens locaux à la population. Dans ces pays tous les révolutionnaires authentiques qui croyaient en la révolution prolétarienne ont été assassinés, ce qui a permis, dans les pays d'Europe centrale, d'éliminer tous les obstacles à la perpétuation des régimes totalitaires des laquais de Staline. Ceux-ci, pour l'essentiel, servaient les intérêts du régime bureaucratique de Staline en Russie.

Le maintien du régime bureaucratique stalinien en Russie passe inévitablement par l'expansion territoriale. L'opposition des travailleurs russes à l'utilisation de l'industrie au profit de la bureaucratie stalinienne toujours plus nombreuse ne peut être évitée qu'en s'emparant de nouveaux marchés et de nouvelles sources de profit où la bureaucratie stalinienne peut récolter de riches moissons sans être observée, critiquée et combattue par le prolétariat russe.

Les initiatives expansionnistes de Staline se sont succédées en une série ininterrompue dans l'Europe centrale et de l'Est, et des régimes entièrement soumis au régime stalinien de la Russie ont été mis en place dans ces pays. Le développement industriel y a été entièrement subordonné aux intérêts de la bureaucratie stalinienne et les ouvriers se sont vu refuser tous les droits politiques nécessaires à la promotion et à la défense de leurs propres intérêts. En outre, les classes bourgeoises de ces pays en particulier et de l'Europe en général ont non seulement bénéficié de toutes les facilités de la part des staliniens pour reprendre pied sur la scène politique, mais elles y sont devenues les partenaires des gouvernements de la "Nouvelle Démocratie" mis en place par la bureaucratie soviétique stalinienne.

Ainsi, la collaboration de classe et l'expansionnisme sont l'essence même du régime bureaucratique stalinien actuel en Russie. Il ne fait pas confiance à la classe ouvrière de Russie ou de tout autre pays. Il sait que sa politique d'expansionnisme nationaliste sera combattue par la classe ouvrière révolutionnaire de chaque pays. Il sait également que seule la bourgeoisie, menacée par la révolution prolétarienne, y collaborera volontiers avec la bureaucratie stalinienne dans son exploitation économique des masses, à

condition que la bourgeoisie nationale reçoive également une part de l'exploitation.

Ainsi, dans son propre intérêt, avec l'objectif spécifique de s'opposer à et de contrecarrer la révolution des travailleurs dans chacun des pays, la bureaucratie soviétique stalinienne a imposé des gouvernements de collaboration de classe en Europe de l'Est et en Europe centrale.

Cette politique expansionniste de Staline, qui s'est emparé d'un pays après l'autre en Europe, ne pouvait évidemment pas être laissée sans contestation ni opposition par l'impérialisme américain prédateur, la seule autre puissance que la Russie soviétique à avoir émergé en tant que super-puissance après la guerre. La bourgeoisie européenne, qui avait reçu son premier soutien de Staline et de sa bureaucratie soviétique, a reçu alors toute l'aide possible de l'impérialisme américain pour pouvoir se tenir debout et affronter en même temps, la bureaucratie soviétique stalinienne d'une part et les masses laborieuses d'Europe d'autre part.

Une fois que les masses ont été freinées et trahies par le stalinisme et que l'aide est venue de l'impérialisme yankee, la bourgeoisie européenne n'a vu aucune raison de partager avec la bureaucratie soviétique le profit résultant de l'exploitation des masses européennes.

Les États-Unis savaient que, grâce à divers prêts et aides économiques, il serait possible à l'impérialisme yankee de maintenir la bourgeoisie européenne et ses gouvernements démocratiques bourgeois dans un état de vassalité virtuelle à l'égard des U.S.A. Dans ces conditions, l'affrontement entre les deux superpuissances - l'U.R.S.S. et les U.S.A. - était inévitable. L'une et l'autre veulent étendre leur sphère d'influence au monde entier et sont déterminées à s'opposer à l'expansion de l'autre. L'impérialisme yankee avait été le témoin impuissant des succès de la gloutonnerie territoriale de Staline. Dans l'après-guerre, la Russie de Staline avait englouti la quasi-totalité de l'Europe centrale et orientale. Mais ce processus devait être stoppé un jour ou l'autre si l'on voulait que le capitalisme européen survive. L'impérialisme américain ne pouvait pas permettre à Staline de s'emparer de toute l'Allemagne, car cela aurait signifié qu'il soumettrait complètement l'Europe. L'Angleterre, la France, l'Italie et d'autres pays européens deviendraient des proies faciles pour l'expansionnisme stalinien, une fois que l'Allemagne y aurait succombé. Les États-Unis ne pouvaient donc pas se permettre d'abandonner l'Allemagne, l'axe politique autour duquel tourne toute l'Europe.

Dans la période d'après-guerre, l'Allemagne a été divisée en deux zones - la zone soviétique et la zone anglo-américano-française. Deux gouvernements distincts fonctionnaient donc. En Allemagne de l'Est, un gouvernement dirigé par les staliens allemands et entièrement contrôlé par la bureaucratie russe, stalinienne, était mis en place, tandis qu'était établi en Allemagne de l'Ouest un gouvernement démocratique bourgeois soutenu par les États capitalistes d'Europe occidentale et l'impérialisme américain. Dans ce bras de fer politique, la ville de Berlin a

également été divisée en deux zones : la zone soviétique et la zone anglo-américaine.

Le blocus des approvisionnements alimentaires, les coupures d'électricité et d'eau, bref toutes les pressions imaginables ont été exercées sur le secteur occidental de Berlin par les dirigeants staliniens du secteur oriental, mais en vain.

Finalement, les staliniens ont menacé de marcher sur le secteur ouest de Berlin, mais les puissances occidentales leur ont indiqué en des termes non équivoques ce qui les attendait s'ils pénétraient dans Berlin-Ouest. Les staliniens se sont arrêtés car ils savaient que l'avertissement reçu était sérieux et que des forces armées s'opposeraient à leur marche. Cette fois, le bluff des staliniens a été reconnu et Staline a compris qu'il ne pouvait pas espérer à ce moment-là aller plus loin dans son "Drang nach Westen". Il a donc déplacé son champ d'action de l'Europe vers l'Asie. La Corée, déjà divisée en deux zones et en deux gouvernements distincts, apparaît à Staline comme l'endroit le plus approprié pour mener à bien sa politique expansionniste.

L'estimation erronée par Staline de la corrélation des forces mondiales.

Mais Staline s'est trompé et lourdement trompé. Le rapport des forces avait changé en faveur de la bourgeoisie, à cause de la politique perfide de Staline et de la duplicité de la social-démocratie. La marée révolutionnaire des masses de l'après-guerre s'était retirée, après avoir été retenue par le barrage du stalinisme (néo-menchevisme) et de la social-démocratie. Lorsque la vague de masse était montante, le stalinisme a placé tous les obstacles imaginables pour la faire reculer, lorsqu'elle était au plus bas, le stalinisme a forcé les classes ouvrières de France et d'Italie vers la grève générale. Les classes ouvrières de France et d'Italie, victimes du stalinisme, se sont battues au mauvais moment et ont été malmenées par leurs ennemis. Le stalinisme de l'après-guerre n'a pas seulement réhabilité la bourgeoisie européenne, il l'a aussi aidée à repousser le prolétariat européen et à prendre confiance en sa propre force. En 1949, les rapports de force entre les classes ont complètement changé en Europe. La bourgeoisie européenne était à nouveau sur ses jambes et passait à l'offensive. La classe ouvrière européenne, qui était en pleine offensive au cours des trois premières années qui ont suivi la fin de la seconde guerre mondiale, était à nouveau sur la défensive.

La stratégie et la tactique erronées de Staline.

Staline s'est lancé dans l'aventure coréenne à un moment où le prolétariat européen avait non seulement arrêté son offensive mais avait été contraint de passer à la défensive. A l'exception de la Chine, où un gouvernement populaire venait d'être mis en place, la réaction triomphait partout dans le monde et la vague révolutionnaire était à son plus bas niveau.

Staline a contraint le gouvernement de Corée du Nord, dirigé par des staliniens

coréens et entièrement contrôlé par la bureaucratie russe, à lancer une attaque contre les territoires détenus par le gouvernement de Corée du Sud. Staline pensait que, cette fois-ci, il s'avérerait vainqueur de cette agression, et que non seulement la Corée du Nord, mais aussi la Corée tout entière lui reviendraient comme butin.

Mais Staline s'est lourdement trompé. Comme nous l'avons déjà montré, il avait mal estimé ou, en raison d'une avidité territoriale excessive, avait délibérément ignoré la corrélation des forces de classe dans le monde à notre époque.

Soutenue par l'impérialisme yankee, la bourgeoisie mondiale est partout à l'offensive. Elle n'était pas prête à laisser sans opposition Staline réaliser son plan d'expansionnisme territorial. La bourgeoisie mondiale, sous la direction des États-Unis et sous le couvert de l'ONU, s'est jetée dans la mêlée. La guerre de Corée - une guerre entre Staline et la bourgeoisie mondiale dirigée par les États-Unis - a commencé pour de bon.

Staline n'aurait jamais dû commencer maintenant cette guerre en Corée. La victoire de la lutte du peuple chinois contre l'immonde régime de Chang-Kai-Chek est très récente. Il est vrai que la vague de la lutte révolutionnaire du peuple chinois a été freinée et n'a pas été autorisée à s'exprimer.

Il est vrai que la marée de la lutte révolutionnaire du peuple chinois a été freinée et n'a pas pu aller jusqu'à son terme logique en raison du stalinisme prononcé de Mao Tsé Toung et d'autres dirigeants de cette lutte, cependant le mouvement populaire victorieux en Chine atteignait les côtes de tous les pays d'Asie et apportait une nouvelle résurgence dans le mouvement révolutionnaire des masses dans les pays asiatiques.

A moins que Staline ait été jaloux du prestige croissant de la République populaire de Chine parmi les peuples d'Asie et du monde et que, par zèle, il ait voulu minimiser l'influence de la Chine révolutionnaire, il aurait dû laisser à la République populaire de Chine le temps de se consolider, car la consolidation de la révolution populaire en Chine aurait permis aux mouvements de masse révolutionnaires d'Asie et du monde de gagner en force.

La République populaire de Chine aurait alors facilement chassé de Formose l'archi-criminel Tchang-Kaï-Chek. A cet égard, il convient de rappeler, sans préjudice de la fausse propagande stalinienne visant à justifier le faux pas de Staline, que le gouvernement des États-Unis avait considéré Tchang-Kaï-Chek comme un mauvais investissement et avait décidé de ne pas défendre Formose, en dépit des appels incessants du général Mac-Arthur.

La République populaire de Chine aurait facilement obtenu Formose. Avec le temps, elle se serait consolidée dans l'immense territoire chinois, aurait étendu son influence révolutionnaire à tout l'Orient et aurait finalement porté secours aux mouvements de masse révolutionnaires dans les pays d'Asie.

Le faux pas stratégique de Staline, la profonde erreur qu'il a commise en incitant son gouvernement vassal de Corée du Nord à attaquer la République de Corée en Corée du Sud, a énormément nui à la cause de la révolution populaire dans les pays d'Asie. Elle a également porté un coup sévère à la toute nouvelle

République populaire de Chine. La grande erreur stratégique de Staline, qui a fomenté une agression contre la Corée du Sud par son gouvernement vassal de Corée du Nord, est à l'origine de :

(a) une nouvelle orientation de la politique du gouvernement des États-Unis à l'égard de Tchang-Kaï-Chek et de Formose.

(b) l'aplanissement des divergences entre les diverses bourgeoisies nationales et la conclusion d'une alliance ouverte entre les bourgeoisies asiatique, européenne et américaine contre les mouvements de masse révolutionnaires dans les pays d'Asie ;

(c) le réarmement de tous les États capitalistes sous la direction de l'impérialisme yankee, augmentant ainsi le danger d'une nouvelle guerre totale.

(d) La ruine de la Corée et les souffrances insensées et colossales qui en résultent pour le peuple coréen.

Tel est le résultat net de la politique suicidaire de Staline, de provoquer l'agression de la République de Corée.

En outre, pourquoi Staline s'est-il opposé au fonctionnement de la commission mixte qu'il avait précédemment acceptée et à la tenue des élections en Corée sous ses auspices ? Pourquoi le fonctionnement de la commission mixte a-t-il été rendu impossible par les membres soviétiques de cette commission ? Qu'est-ce que cela a apporté ?

Pourquoi Staline s'est-il opposé à la tenue d'élections générales en Corée sous la supervision de l'ONU ? Pourquoi tenait-il tant à perpétuer la division tout à fait artificielle et néfaste de la Corée en deux zones ?

Il était tout à fait possible qu'un gouvernement de gauche se forme en Corée à la suite d'élections générales, comme le montrent les faits suivants :

- En 1947, la Corée du Sud comptait 15 partis de droite, 10 partis de gauche et 7 partis de centre. Les trois principaux partis de droite étaient le Parti de l'indépendance coréenne, la Société pour la réalisation rapide de l'indépendance et le Parti démocratique coréen.

Les principaux partis de gauche étaient :

- le parti travailliste sud-coréen, le parti communiste, le parti populaire révolutionnaire, le parti révolutionnaire, le parti de la masse travailliste et le parti populaire coréen. En février 1946 tous ces partis de gauche ont formé le Front démocratique national coréen. Les partis de droite bénéficiaient du soutien des classes aisées de la société coréenne, tandis que les partis de gauche bénéficiaient d'un soutien considérable de la part des agriculteurs et des ouvriers de l'industrie. Parmi les 7 partis ou groupes de centre-droit, il y avait un certain nombre de partis libéraux prononcés qui s'opposaient à la droite.

Ainsi, en Corée du Sud, zone occupée par l'impérialisme yankee, de formidables forces se sont dressées contre les partis réactionnaires de droite. En Corée du Nord, zone occupée par les forges militaires de Staline, le parti communiste, le parti indépendant et le parti démocratique se sont unis en 1945 pour former le nouveau front populaire, qui a cédé la place en 1946 au front démocratique national coréen, composé du parti démocratique, du parti des amis

de Chonde-Kyo, du parti travailliste, de l'alliance démocratique des jeunes femmes de Corée du Nord, de l'alliance démocratique des jeunes hommes de Corée du Nord, de l'alliance des fermiers de Corée du Nord et de l'alliance des travailleurs de Corée du Nord.

Il est donc clair qu'en Corée du Nord, les forces de gauche étaient entièrement mobilisées et parfaitement organisées. N'était-il pas plus que probable que les forces de gauche combinées de Corée du Nord et de Corée du Sud sortiraient victorieuses des élections ? Dans ce cas, un gouvernement composé de partis de gauche aurait pu être mis en place en Corée, ce qui aurait entraîné des changements révolutionnaires dans la situation économique de la Corée.

Mais à supposer que les forces de gauche n'aient pas pu sortir victorieuses des élections, en raison de l'ingérence de l'impérialisme yankee et du gangstérisme des partis de droite soutenus par les États-Unis, alors, dans le pire des cas, un gouvernement bourgeois aurait été mis en place en Corée. Une fois ce gouvernement établi, la division artificielle de la Corée en deux zones aurait automatiquement pris fin et les armées d'occupation auraient quitté la Corée. Les forces de gauche n'auraient-elles pas alors pu renverser le gouvernement bourgeois de Corée par tous les moyens à leur disposition - constitutionnels ou révolutionnaires ? Au cas où l'impérialisme yankee serait venu en aide aux forces de droite, n'aurions-nous pas été mieux placés pour condamner cette aide comme une ingérence injustifiée dans les affaires intérieures d'un pays, comme un déni du droit du peuple d'un pays à établir le gouvernement qu'il souhaite ? Le camp de la révolution populaire aurait été incommensurablement plus fort que celui de l'impérialisme yankee et aurait certainement été soutenu par les peuples de tous les pays.

La politique erronée de Staline a gâché toute cette grande possibilité d'établir un gouvernement de gauche en Corée, que ce soit par des élections ou par la révolution. Au contraire. La politique de Staline a conduit à une telle dévastation de la Corée qu'il faudra de longues années avant que la Corée puisse être sauvée. Mais Staline n'est pas satisfait de tout le mal qu'il a fait à la cause de la révolution dans les pays d'Asie et de la ruine qu'il a apportée au peuple de Corée en incitant le gouvernement de la Corée du Nord à lancer une guerre contre le gouvernement de la Corée du Sud.

La politique de domination de Staline sur la République populaire de Chine.

Staline a forcé la République populaire de Chine à s'engager dans une guerre en Corée. Il faut bien comprendre qu'il n'était pas question que les forces de l'ONU passent en Mandchourie, malgré les efforts frénétiques des staliniens pour diffuser une propagande mensongère.

Après la défaite des armées du gouvernement nord-coréen, la délégation soviétique à l'O.N.U. avait elle-même suggéré des élections anticipées en Corée sous la supervision de l'O.N.U. Alors pourquoi était-il nécessaire que la République populaire de Chine s'engage dans la lutte à ce stade ? Qu'est-ce que

les dirigeants de la République populaire de Chine espéraient en retirer ? Je n'ai pas le moindre doute que la pression de Staline et de sa bureaucratie soviétique a contraint les dirigeants de la République populaire de Chine à s'impliquer dans la guerre de Corée. Il s'agissait d'un stratagème de Staline pour impliquer la République populaire de Chine dans une lutte contre l'impérialisme yankee, afin qu'elle soit obligée de dépendre davantage de Staline et de sa bureaucratie soviétique.

Les dirigeants de la République populaire de Chine n'ont pas suivi la ligne de Staline comme les autres l'ont fait dans les autres pays. Malgré leur adhésion au stalinisme, les dirigeants du mouvement révolutionnaire du peuple chinois ont, dans une large mesure, préservé leur liberté de pensée et d'action face aux assauts répétés de la bureaucratie soviétique stalinienne. Profondément enracinés dans le peuple, ils ne se sont jamais permis d'être les enfants de chœur de Staline ou de subordonner les intérêts de la République populaire de Chine aux intérêts de sa politique étrangère.

Cette indépendance leur a souvent valu, dans le passé, la défaveur de Staline et de la bureaucratie soviétique, mais cette intégrité leur a apporté le soutien des masses chinoises et les a aidés à consolider la République populaire de Chine. Habitué à être flatté par les dirigeants de tous les États satellites en l'Europe centrale et orientale, habitué à ce qu'ils lui obéissent implicitement dans toutes ses politiques socialistes-nationales, Staline a trouvé cette indépendance des dirigeants du Mouvement révolutionnaire populaire en Chine très désagréable. Il fut un temps où Mao Tsé Toung a été dénoncé par Moscou.

Depuis que la République populaire a été établie en Chine, les yeux des masses laborieuses d'Asie en particulier et des masses de tous les pays capitalistes en général se sont tournés vers la Chine populaire. Pour les masses asiatiques, le centre de la scène politique est maintenant la Chine populaire ; la Russie de Staline a reculé vers l'arrière-plan.

Pour le socialiste-national Staline, une telle situation est intolérable. Il ne peut permettre à la Chine populaire de se consolider et de se renforcer indépendamment du contrôle de la bureaucratie soviétique. Il ne peut permettre à la Chine populaire d'apparaître comme une force révolutionnaire indépendante aux yeux des masses asiatiques en particulier et du monde en général.

Staline ne peut placer la Chine populaire sous son contrôle et celui de sa bureaucratie que s'il parvient à l'entraîner dans une guerre. C'est dans ce but de forcer la Chine populaire à se tourner franchement vers lui et son appareil bureaucratique que Staline a exercé une pression implacable sur la Chine populaire et l'a forcée à s'engager dans la guerre de Corée. L'assistance économique de Staline à la République populaire de Chine est conditionnée et motivée par l'intérêt du pouvoir de la bureaucratie stalinienne russe. Désireux d'assister à l'échec de la République populaire, les gouvernements bourgeois d'Amérique et d'Angleterre lui ont refusé leur aide économique. La République populaire a donc dû se tourner vers Staline pour obtenir une aide économique. Staline a accepté d'apporter cette aide mais, comme les gouvernements bourgeois,

il a également exigé une contrepartie. Un petit prêt et une aide dans le domaine industriel ont été accordés, mais ce n'était pas tant pour le bien du gouvernement populaire que pour permettre à Staline de faire pression sur lui afin qu'il s'aligne sur sa politique étrangère. La République populaire, qui se trouvait dans une situation économique très délicate, a dû se plier aux conditions de Staline. La Chine populaire est victime du complot élaboré délibérément par le socialiste-national Staline. Sinon, il n'y aurait guère de justification politique pour que ses dirigeants entraînent la jeune République populaire de Chine dans une guerre avec l'impérialisme yankee, avant qu'elle n'ait eu le temps de se consolider sur l'ensemble des vastes territoires chinois.

Pendant la première guerre mondiale, à une époque beaucoup plus favorable du point de vue de la révolution, Lénine avait refusé de s'engager dans une guerre avec l'impérialisme allemand, même lorsque l'impérialisme allemand était l'agresseur et que Lénine avait dû concéder une bonne partie du territoire soviétique en échange du répit qu'il souhaitait pour le jeune État soviétique. Et Lénine avait fait à ce moment-là le meilleur choix possible.

La situation mondiale actuelle est-elle plus favorable aux forces révolutionnaires qu'elle ne l'était à l'époque de la première guerre mondiale ? Certainement pas. La bourgeoisie mondiale est-elle aussi abattue qu'elle l'était pendant et après la première guerre mondiale ou dans la période qui a immédiatement suivi la deuxième guerre mondiale ? Non, à l'heure actuelle, la bourgeoisie mondiale s'est temporairement stabilisée.

Par conséquent, il ne peut y avoir aucune justification stratégique ou pratique de la part du gouvernement populaire de Chine pour se lancer dans une aventure guerrière aussi suicidaire.

Mais, comme je l'ai déjà souligné, c'est l'œuvre de Staline. Le jeu rusé de Staline, qui est anti-révolutionnaire, consiste à ne pas laisser au gouvernement populaire de Chine suffisamment de temps pour se stabiliser, mais à vouloir que la République populaire s'empêtre dans un tel borbier qu'elle doive dépendre en grande partie du régime stalinien de la Russie soviétique.

Pour réaliser ce sinistre dessein, Staline a fait tout son possible et il a réussi.

Pour l'unité de la Corée.

La Corée doit être réunifiée. La division artificielle de la Corée en deux zones doit être abolie. L'économie coréenne l'exige. La Corée du Sud produit la plupart des céréales, du riz, de l'orge et concentre la plupart des industries légères telles que le textile, le bois de construction, les machines d'imprimerie, etc. La Corée du Nord, quant à elle, produit du blé, de l'avoine, du millet et des haricots, et possède des industries lourdes, des produits chimiques, des métaux et de l'électricité. Mais la Corée du Nord n'a pas les moyens de transformer les matières premières en biens de consommation. Il y a très peu d'usines de fabrication en Corée du Nord qui pourraient utiliser l'acier, l'aluminium, le cuivre, le zinc, la fonte brute, etc.

En Corée du Sud, il existe de nombreuses usines, mais elles ont besoin des matières premières de la Corée du Nord. Il est donc évident que les réalités de la vie économique coréenne exigent l'unification de la Corée. Il en va de même pour la culture coréenne qui se développe dans une population homogène parlant la même langue et lié par les mêmes traditions.

Mais c'est surtout la révolution du peuple coréen qui exige l'unification de la Corée. Seule une Corée unie peut remplir les tâches de la révolution populaire. Divisée en zones, la Corée resterait une victime impuissante aux mains des puissances qui veulent l'utiliser à leur profit. C'est exactement ce qui se passe actuellement en Corée.

Si les masses laborieuses de Corée veulent vivre, si elles veulent prendre le pouvoir et établir une République populaire en Corée, elles doivent d'abord abolir la division zonale de leur pays et se libérer des sinistres griffes de Staline et de Truman. Ce n'est qu'alors qu'elles seraient en mesure de régler son compte à leur propre bourgeoisie, dirigée par Rhee, cet ignoble larbin de l'impérialisme américain.

Pour faire avancer cette cause, la cause du peuple coréen et de sa révolution, nous lançons ce cri de guerre :

Staline, Truman, bas les pattes devant la Corée.